

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

N° 25/AOR/35

**ACHAT D'ESPACES PUBLICITAIRES, RELATIONS PRESSE ET
INFLUENCE PILOTÉS PAR L'UCANSS POUR LA MARQUE
SÉCURITÉ SOCIALE**

LOT 1

ACHAT D'ESPACES ET MARKETING D'INFLUENCE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ ET PARTIES CONTRACTANTES

1.1 Objet du marché

Le marché porte sur l'achat de prestations de conseil et stratégie media, d'achat d'espaces publicitaires, de marketing d'influence, d'intermédiation, de suivi, d'évaluation et de reporting pour les campagnes de la marque Sécurité sociale portées par l'UCANSS.

Il pourra s'agir de campagnes d'image, de recrutement ou de promotion d'une opération.

1.2 Parties contractantes

Les parties contractantes de l'accord-cadre sont :

- d'une part : l'UCANSS, en charge de la passation de l'accord-cadre et des bons de commande, représentée par sa Directrice, Madame Isabelle BERTIN, ou en cas d'absence ou empêchement, Monsieur Jean-Charles GILLET, Directeur délégué ;
- d'autre part : le prestataire de services désigné dans le présent C.C.A.P. par l'expression « le titulaire ».

ARTICLE 2 – PROCEDURE ET CADRE JURIDIQUE

La procédure de consultation utilisée est l'appel d'offres restreint, en application des dispositions des articles L 2124-2 et R 2124-2-2° du Code de la commande publique.

En application de l'article L 2125-1 du Code de la commande publique, la technique d'achat choisie est l'accord-cadre. L'accord-cadre est mono-attributaire et à bons de commande au sens des articles R. 2162-2 alinéa 2, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code la commande publique.

Il est conclu avec un montant maximum, conformément aux dispositions de l'article R. 2162-4-2° du Code de la commande publique. Le montant maximum de l'accord-cadre est fixé à 1 450 000 € T sur la durée totale du marché reconductions comprises (soit 4 ans).

ARTICLE 3 – DURÉE DU MARCHÉ

3.1 Durée et reconduction

Le marché est conclu pour une durée d'un an à compter de la date de notification matérialisée par la date de réception électronique de la copie de l'accord-cadre adressée au titulaire.

A la date anniversaire, il pourra être reconduit trois fois annuellement par tacite reconduction.

Dans la mesure où l'UCANSS ne souhaiterait pas le reconduire, elle devra en informer le Titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception deux mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

Le Titulaire de l'accord-cadre ne pourra refuser la reconduction, ni prétendre au versement d'une quelconque indemnité en cas de non-reconduction.

3.2 Droits, devoirs et responsabilités des parties

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme, dans le respect de l'article 6 du présent CCAP.

Les droits, devoirs et responsabilités des parties restent pleinement en vigueur pendant la période de préavis de deux mois. Durant cette période de préavis, l'UCANSS sera redevable de toutes les sommes dues au titre du travail effectué et des dépenses engagées par le titulaire à la date de résiliation ou d'expiration du contrat de mandat, sauf si ces sommes sont contestées de bonne foi.

Sous réserve que les factures aient été payées par l'UCANSS, le titulaire doit également retourner à l'UCANSS l'ensemble des remises et avoirs relatifs à la période.

En cas de non-reconduction de l'accord-cadre, le Titulaire, sous réserve du paiement par l'UCANSS des frais engagés, s'engage à faire tous les efforts raisonnables pour, non seulement, assurer une transition sans heurt des services avec le nouveau titulaire, mais aussi assurer le transfert, sous réserve de l'approbation des tiers concernés, de toutes les réservations, contrats et arrangements en cours, dans les conditions visées à l'article 16 du présent CCAP.

ARTICLE 4 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G.-P.I., l'accord-cadre est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- Pièces particulières :
 - l'ATTRI1 (acte d'engagement) ;
 - le Bordereau de prix (BP) et le détail quantitatif estimatif (onglet 2 – non contractuel) ;
 - le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.), dont l'exemplaire conservé par l'UCANSS fait seul foi ;
 - le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes, dont l'exemplaire conservé par l'UCANSS fait seul foi ;
 - l'offre technique du titulaire.
- Pièces générales :
 - le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (C.C.A.G.-P.I.) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 ;

Les dérogations au C.C.A.G.-P.I. sont précisées dans le dernier article du présent C.C.A.P.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs de l'accord-cadre, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre puis durant l'exécution de l'accord-cadre, n'est admise. Le titulaire s'engage à respecter toutes les stipulations incluses dans les documents contractuels de l'accord-cadre.

ARTICLE 5 – MODALITES D'ORGANISATION DES PRESTATIONS

5.1 Mise en place du projet et du calendrier

Après notification de l'accord-cadre, une réunion de lancement aura lieu à l'UCANSS.

A cette occasion, l'UCANSS rappellera les modalités d'organisation du projet et les parties s'accorderont sur le calendrier précis d'exécution de la mission et les délais d'exécution des différentes prestations.

5.2 Organisation du projet au niveau du titulaire

Dès la notification de l'accord-cadre, le Titulaire désigne un chef de projet pour piloter et coordonner le projet. Ce chef de projet aura la responsabilité de centraliser la mission auprès de l'UCANSS.

La bonne exécution des prestations dépendant du chef de projet qui se trouve nommément désigné, l'UCANSS peut demander, à tout moment, sur décision motivée le remplacement de celui-ci. Par dérogation à l'article 3.4.3 du C.C.A.G.-P.I., le titulaire doit alors procéder à son remplacement dans un délai de 3 jours calendaires à compter de la date de prise de décision.

Sauf cas de force majeure, en cas de changement du chef de projet, le titulaire en informe l'UCANSS avant cessation de ses fonctions moyennant un préavis de quinze jours.

Tout remplacement du chef de projet s'effectue à compétence équivalente ou supérieure. La notion d'équivalence inclut l'expérience dans le domaine concerné. Le remplacement du chef de projet ne pourra avoir lieu qu'avec l'accord exprès de l'UCANSS.

5.3 Remplacement du personnel affecté à la réalisation de la prestation

En aucun cas, le remplacement du personnel du titulaire ne peut entraîner une modification des conditions d'exécution des prestations. Ainsi les prix et les délais d'exécution ne peuvent être modifiés.

En cas d'indisponibilité, d'absence ou de départ d'une personne affectée à l'exécution des prestations, le titulaire doit impérativement et immédiatement en aviser l'UCANSS et prendre toutes les dispositions nécessaires pour le remplacer afin que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

5.4 Statut du personnel du titulaire

Le titulaire s'engage à remplir seul ses obligations d'employeur vis-à-vis de son personnel ou des personnels extérieurs qu'il estime devoir rémunérer, dans le cadre du présent accord-cadre.

Il est expressément entendu que les agents du titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier (léislation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...) et demeurent placés sous son autorité même si les interventions sont exécutées sur le site de l'organisme.

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du titulaire pendant la durée de la prestation relève de la compétence du titulaire.

Le titulaire est tenu au respect des règles d'hygiène et de sécurité ainsi qu'à l'information complète de son personnel concernant lesdites normes visées dans le règlement intérieur applicable dans les locaux de l'organisme.

Le personnel du titulaire devra se conformer aux horaires en vigueur sur les sites de l'organisme.

ARTICLE 6 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations sont :

1. Conseil et stratégie média

- Proposer une stratégie média adaptée aux objectifs de visibilité et de notoriété (brief).
- Identifier les supports pertinents (print, web, radio, TV, affichage, réseaux sociaux).
- Recommander des formats créatifs et innovants, et des wordings percutants.

2. Achat d'espaces publicitaires

- Négocier et réserver les espaces publicitaires auprès des régies et supports identifiés.
- Optimiser les plans média en fonction du budget disponible.
- Assurer le suivi administratif et la facturation des achats d'espaces.
- Effectuer de la sponsoring de posts réseaux sociaux à la demande.
- Proposer une action ponctuelle (rebond d'actualité)

3. Marketing d'influence

- Identifier et sélectionner des créateurs de contenus pertinents (Instagram, TikTok, YouTube, LinkedIn, etc.).
- Gérer la mise en relation et contractualisation avec les influenceurs.
- Coordonner et suivre les prises de parole des influenceurs (brief, validation des contenus, reporting).

4. Suivi, évaluation et reporting

- Fournir des bilans quantitatifs et qualitatifs (dimension analytique et enseignements) des actions mises en place.
- Proposer des recommandations d'optimisation pour les campagnes futures.

5. Intermédiation

- Jouer le rôle d'intermédiaire afin de recourir aux offres de sites spécialistes de l'emploi (Welcome to the jungle, Indeed...).

Les prestations sont détaillées au CCTP.

Toutes les prestations feront l'objet de demandes de devis et d'émission de bons de commandes qui seront notifiés au Titulaire en fonction des besoins respectifs de l'UCANSS :

- media planning ;
- négociations, réservations et achats d'espaces ;
- autres prestations liées à l'utilisation des médias.

6.1 Etablissement d'un devis par le Titulaire

Pour toute prestation à bon de commande, le titulaire établira un devis sur la base du plan média validé par l'UCANSS.

Tout devis devra comporter :

- le détail des prestations concernées ;
- le délai d'exécution ;
- le détail des prix s'y rapportant conformément aux dispositions du CCTP.

6.2 Passation des bons de commande

Sur la base de ce devis validé par l'UCANSS, les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de la validité du marché conclu avec le Titulaire.

La durée d'exécution des bons de commande ne devra pas conduire à ce que leur durée se prolonge au-delà de la date limite de validité de l'accord-cadre dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

Cette durée ne devra pas excéder trois mois au-delà du terme de l'accord-cadre.

Les devis et bons de commande sont établis conformément aux prix et à la rémunération figurant dans le bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement.

Le processus de passation des bons de commande de conseil en médiaplaning et proposition d'action média ponctuelle (stratégies médias, coordination, suivi et pilotage des campagnes médias) et d'achat d'espaces publicitaires classiques, partenariats médias et autres prestations relatives à l'achat d'espace digital est spécifié aux articles 6.2.1 et 6.2.2 du présent CCAP.

Le processus de passation des bons de commande relatifs aux partenariats, opérations spéciales et relations spéciales autres prestations liées à l'utilisation des médias est stipulé à l'article 6.2.3 du présent CCAP.

6.2.1 Elaboration de plans média on/off line et de plans média digital Search Engine Advertising (SEA)

Après validation de la stratégie média, ces prestations font l'objet d'un bon de commande.

Tout bon de commande comprendra les éléments précisés ci-après :

- le numéro du présent marché ;
- le numéro du bon de commande et sa date d'émission ;
- l'objet du bon de commande et le détail des prestations à réaliser ;
- les livrables attendus par l'UCANSS ;
- les délais de réalisation des prestations qui seront fixés, en fonction des prestations concernées, sur la base des délais proposés par le titulaire dans son offre, ou le cas échéant fixés par l'UCANSS au moment de l'expression des besoins ;
- le montant des prestations en euros HT, le taux et le montant de la TVA et le montant TTC.

Ce bon de commande est envoyé au titulaire par mail et /ou courrier et vaut ordre d'achat.

6.2.2 Négociations, réservations et Achats d'espaces publicitaires

Les prestations concernées sont celles visées dans le bordereau des prix dont la base de calcul est le montant net HT de l'espace acheté.

Un devis est établi par le titulaire sur la base du plan média accepté par l'UCANSS, dans le délai fixé par l'UCANSS.

Le devis établi précise *a minima* :

- le titre de la campagne ;
- les médias retenus et les dates de diffusion ;
- le montant des achats d'espaces publicitaires dans les supports retenus, en indiquant le budget brut, les négociations obtenues et le montant à payer HT et TTC ;
- la rémunération du titulaire (honoraires s'y rapportant, % et base de calcul) ;
- les frais techniques s'il y a lieu ;
- le délai d'exécution de la prestation ;
- le cas échéant les performances prévisionnelles.

Sur la base de ce devis, l'UCANSS établit un bon de commande qui reprend les éléments précisés ci-après et l'envoie au titulaire par mail, ou courrier. Ce bon de commande vaut ordre d'achat.

Le bon de commande précise :

- l'objet du bon de commande ;
- le numéro du présent marché ;
- le numéro de la commande et sa date d'émission ;
- le thème de la campagne ;
- les médias retenus ;
- le montant des prestations ;
- la date de diffusion ou d'exécution ;
- le délai d'exécution des prestations ;
- le montant total en euros HT, le taux et le montant de la TVA ainsi que le montant TTC en euros.

Les prestations devront être exécutées dans les délais fixés dans le bon de commande. Le délai d'exécution est fixé par le titulaire dans son devis.

6.2.3 Autres prestations liées à l'utilisation des médias

Les prestations concernent :

- les partenariats et opérations spéciales ;
- le marketing digital (SEO & SMO – Search Engine Optimization & Social Media Optimization ; GEO) ;
- les autres prestations liées à l'utilisation des médias.

Pour toutes ces opérations, l'UCANSS établit un bon de commande qui reprend les éléments précisés ci-après et l'envoie au titulaire par mail, ou courrier. Ce bon de commande vaut ordre d'achat.

Le bon de commande précise :

- l'objet du bon de commande ;
- le numéro du présent marché ;
- le numéro du bon de commande et sa date d'émission ;
- les prestations à réaliser ;
- le montant des prestations ;
- la date de diffusion ou d'exécution ;
- le délai d'exécution des prestations ;
- le montant total en euros HT, le taux et le montant de la TVA ainsi que le montant TTC en euros.

Les prestations devront être exécutées dans les délais fixés dans le bon de commande. Le délai d'exécution est fixé par le titulaire dans son devis conformément aux délais qu'il a proposé dans le cadre de son devis.

ARTICLE 7 – SUIVI TECHNIQUE

7.1 Opérations de vérification et admission des prestations

Dans le cadre de l'exécution des bons de commande, l'UCANSS procède à la vérification quantitative et qualitative des prestations afin de constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

A l'issue des opérations de vérification, l'UCANSS prendra une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 29 du C.C.A.G.-P.I.

S'agissant spécifiquement des prestations d'achat d'espace média, les opérations de vérification quantitative et qualitative par l'UCANSS se feront sur la base des bilans de campagnes, des analyses post campagnes et des reporting / outils de suivi de la performance des campagnes qui lui seront transmis par le Titulaire dans le cadre des obligations qui lui incombent telles que décrites à l'article 7.2 ci-dessous.

Le titulaire est tenu de transmettre l'ensemble des informations disponibles afin que l'UCANSS puisse vérifier les prestations et procéder à leur admission.

7.2 Opérations de vérification des prestations incombant au titulaire dans le cadre de l'exécution des prestations

S'agissant particulièrement des prestations d'achat d'espace média, dans le respect des dispositions de la loi n°93-133 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques et du décret n° 2017-159 du 9 février 2017 relatif aux prestations de publicité digitale outre les opérations de vérification quantitatives et qualitatives exercées par l'UCANSS, le titulaire assure le suivi technique des prestations par le contrôle des insertions publicitaires, quels que soient les médias et les supports, pour s'assurer du respect :

- de la parution dans tous les supports retenus (titres de presse, réseau(x) d'affichage, réseau(x) de cinéma, site(s) internet, chaîne(s) de TV, station(s) de radio, etc.) ;
- des dates et emplacements de diffusion (parutions et emplacements en presse, dates, heures et emplacements des diffusions en TV et radio, emplacements et dates sur Internet, etc.) ;

- de la qualité de la diffusion (respect des couleurs en presse, non chevauchement et respect des contraintes de pose pour l’affichage, etc.) ;
- du contexte de diffusion : message ou contenu non parasité ou affaibli par la présence ou la proximité d'un autre message (ex en presse : rabat, coupon, échantillon, découpe masquant ou dégradant partiellement ou en totalité l'emplacement défini).

Particulièrement pour les campagnes publicitaires digitales, le titulaire s’engage à respecter les prestations suivantes lui incombant de fait conformément au Décret n° 2017-159 du 9 février 2017 relatif aux prestations de publicité digitale :

1° Au titre des informations permettant de s’assurer de l’exécution effective des prestations et de leurs caractéristiques :

- a) L’univers de diffusion publicitaire, entendu comme les sites ou l’ensemble de sites internet qui peuvent être regroupés en fonction de leur nature ou de leurs contenus éditoriaux ;
- b) Le contenu des messages publicitaires diffusés ;
- c) Les formats utilisés ;
- d) Le résultat des prestations au regard du ou des indicateurs de performance convenus lors de l’achat des prestations, tels que le nombre d’affichages publicitaires réalisés (par exemple « impressions », « pages vues »), le nombre d’interactions intervenues entre l’internaute et les affichages publicitaires (par exemple « clics », « actions ») ou toute autre unité de mesure justifiant l’exécution des prestations ;
- e) Le montant global facturé pour une même campagne publicitaire et le cas échéant tout autre élément, convenu avec l’UCANSS relatif au prix des espaces ;

2° Au titre des informations permettant de s’assurer de la qualité technique des prestations :

- a) Les outils technologiques, les compétences techniques ainsi que les prestataires techniques engagés dans la réalisation des prestations ;
- b) L’identification des acteurs de conseil, distincts des prestataires de technologie numérique, impliqués dans la réalisation des prestations ;
- c) Les résultats obtenus par rapport aux objectifs qualitatifs définis par l’UCANSS ou son mandataire avant le lancement de la campagne tels que le ciblage, l’optimisation, ou l’efficacité ;

3° Au titre des informations sur les moyens mis en œuvre pour protéger l’image de la marque de la Sécurité sociale, toutes les mesures mises en œuvre, y compris les outils technologiques, pour éviter la diffusion de messages publicitaires sur des supports illicites ou dans des univers de diffusion signalés par l’UCANSS comme étant préjudiciables à l’image de marque et réputation de la Sécurité sociale.

4° Le cas échéant, les conditions de mise en œuvre des engagements souscrits dans le cadre de chartes de bonnes pratiques applicables au secteur de la publicité digitale.

En outre l'UCANSS pourra avoir accès aux outils de compte rendu mis le cas échéant à la disposition du mandataire.

Le titulaire veille également à cet effet à transmettre à l'UCANSS tous les justificatifs de réalisation, diffusion et/ou de pose, de façon groupée à la fin de chaque campagne, dans le respect des obligations exposées ci-dessus.

Le non-respect de ces dispositions peut entraîner, selon la nature et l'importance des défauts, manques ou malfaçons constatés une admission avec réfaction, un ajournement ou un rejet pur et simple des prestations dans les conditions fixées à l'article 29 du C.C.A.G.-P.I.

En cas d'ajournement ou de rejet, le titulaire assurera au message de l'UCANSS un nouveau passage sur le même support, dans les conditions de diffusion initialement définies dans le bon de commande, et ce, sans supplément de prix.

ARTICLE 8 – PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

8.1 Forme et contenu des prix

8.1.1 Forme des prix

L'accord-cadre est conclu sur la base des prix figurant dans le bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement.

Ces prix seront fermes pour toute la durée du marché, reconductions comprises.

8.1.2 Contenu des prix

Les prix comprennent l'intégralité des éléments suivants :

- pour les prestations de conseil en stratégies médias : réalisation d'études d'analyse d'audiences ad hoc, de coordination, suivi, et pilotage des campagnes médias, ainsi que de mise en place de sessions d'information spécifiques sur les différents médias ;
- pour l'achat d'espace classique et les partenariats médias : les coûts de l'espace obtenu, avec les honoraires correspondants exprimés en pourcentage, sachant que les honoraires couvrent l'intervention du prestataire (la définition des recommandations médias, le média-planning, l'achat d'espace publicitaire et l'optimisation des plans, l'amélioration des conditions d'achat et de diffusion, le suivi, l'évaluation et les bilans de campagnes, le suivi administratif et comptable le montage et la négociation de partenariats médias) ;
- pour la réalisation et le suivi d'éléments techniques dans le cadre de partenariats et les prestations spécifiques au placement de contenus : les frais techniques relatifs à la réalisation de ces prestations ;
- pour les autres prestations relatives à l'achat d'espace digital : les coûts de l'espace obtenu, avec les honoraires correspondants exprimés en pourcentage ou les frais de gestion ou liés à l'utilisation d'outils relatifs à la réalisation de ces prestations.

8.2 Nature du prix et détermination du prix de règlement

8.2.1 Veille des médias en continu et service de conseil dont la coordination, suivi et pilotage des campagnes médias

Les prix sont forfaitaires, l'unité d'œuvre est le mois.

8.2.2 Achat d'espace classique on et off-line, partenariats médias / opérations spéciales et autres prestations relatives à l'achat d'espace digital

Le titulaire doit donner accès à l'UCANSS aux conditions générales de vente des supports et régies.

La date d'établissement du bon de commande détermine, pour chaque support, le tarif applicable pour l'espace obtenu, au moment de son émission. C'est d'ailleurs sur cette base que le titulaire procédera à la facturation.

Néanmoins, au cas où une modification tarifaire interviendrait après la date d'émission du bon de commande et la réalisation de la prestation, le prix facturé est celui connu au moment de l'exécution du bon de commande, qui sera indiqué dans les factures émises par les régies et répercuté par le Titulaire dans le dossier définitif de facturation.

Les honoraires relatifs à l'achat d'espace classique et aux partenariats médias prévus dans le bordereau des prix sont déterminés à partir d'un pourcentage appliqué au montant net HT de l'espace obtenu, c'est-à-dire déduction faite de tous les rabais et remises accordés à l'UCANSS.

Les pourcentages indiqués dans la partie « III - Partenariats médias » identifiée par l'U03 du bordereau des prix correspondent à la rémunération du titulaire pour cette prestation. De fait, les pourcentages relatifs à l'achat d'espace ne peuvent pas s'y ajouter.

8.3 Présentation des factures

Le règlement des prestations s'effectue après leur exécution et la certification du service fait, sur présentation d'une facture correspondant aux prestations exécutées, à laquelle est jointe la copie du bon de commande correspondant.

Les factures sont transmises en deux exemplaires : un original et une copie.

Outre les mentions légales, elles comportent les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- l'objet, la date et le numéro du marché ;
- la référence du bon de commande et du devis ;
- l'objet de la commande et le détail des prestations exécutées ;
- le montant HT (taux et le montant de la TVA) et le montant TTC ;
- la date d'établissement de la facture ;
- les modalités de règlement bancaire telles que précisées dans l'acte d'engagement (référence IBAN/BIC ouvert au nom du titulaire).

Les factures doivent être transmises à l'adresse suivante :

UCANSS
Service des Ressources Budgétaires (SRB)
6 rue Elsa Triolet
93100 MONTREUIL

S'il est fait le choix de Chorus Pro, le titulaire a le choix entre trois modes de transmission des factures :

1. Mode portail : le titulaire peut utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> afin de :

- Déposer ses factures sur le portail ;
- Saisir directement ses factures.

2. Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de la facture s'identifie via les API et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro tel que le dépôt ou la saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et le téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3. Mode EDI (Échange de données informatisées).

Le titulaire peut envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier. Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro, soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Les factures dématérialisées comportent impérativement les références de l'accord-cadre, du bon de commande et le numéro SIRET de l'UCANSS.

8.4 Modalités de paiement et de règlement des factures

Le règlement des prestations s'effectue à terme échu après exécution et certification du service fait, sur présentation d'une facture correspondant aux prestations exécutées, à laquelle est jointe la copie du bon de commande correspondant.

Conformément à l'article L 2192-13 du Code de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue à l'accord-cadre ou à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement prévus aux articles R 2192-31 à 36 du Code de la commande publique.

En application de l'article D 2192-35 du Code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Conformément à l'article R 2192-31 du Code de la commande publique, les intérêts moratoires qui pourront être dus seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1^{er} jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En application de l'article R 2192-36 du Code de la commande publique, les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont réglés au titulaire dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du titulaire.

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est la Directrice de l'UCANSS.

Le comptable assignataire des paiements est le Directeur comptable et financier de l'UCANSS.

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du titulaire, figurant dans l'Acte d'Engagement (ATTRI 1).

8.4.1 Paiement des prestations en conseil en médiaplanning et proposition d'action média ponctuelle (stratégies médias, coordination, suivi et pilotage des campagnes médias)

Les paiements des sommes dues au titre des honoraires de conseil en stratégies médias, et de coordination, de suivi et de pilotage des campagnes médias seront effectués sur présentation de la facture selon les modalités prévues à l'article 8.3 susvisé.

8.4.2 Paiement des prestations d'achat d'espace classique, partenariats médias et autres prestations relatives à l'achat d'espace digital

Le mode de facturation doit permettre d'intégrer d'emblée l'ensemble des remises tant immédiates que différées. Ainsi le système de gestion doit être basé sur l'anticipation des remises annuelles de fin d'ordre des régies.

En cas de retard de paiement des régies, du fait du titulaire, le surcoût correspondant aux éventuels intérêts moratoires ne sera en aucun cas assumé par l'UCANSS mais par le Titulaire.

ARTICLE 9 – AVANCE ET ACOMPTE

9.1 Demande d'avance

Le régime des avances est régi par les dispositions des articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du Code de la commande publique.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Dans le cas d'un accord-cadre à bons de commande ne comportant pas de minimum, pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros H.T. et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, l'avance est égale à 5 % du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois.

Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant admis au paiement direct est une PME, le taux minimal de l'avance est porté à 30 %.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre de règlement partiel définitif ou de solde.

Lorsque le montant de l'avance est inférieur à 80 % du montant calculé, le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du bon de commande dans le cas d'un accord-cadre à bons de commande ne comportant pas de minimum fixé en valeur.

9.2 Demande d'acompte

Le régime des acomptes est régi par les dispositions des articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du Code de la commande publique.

Le titulaire peut présenter tous les trois mois, une demande d'acompte correspondant à la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

A cet effet, le titulaire fait parvenir à l'Ucanss une demande d'acompte précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution de l'accord-cadre, accompagnée d'une documentation justifiant de l'état d'avancement des prestations (comptes rendus, liste des livrables, validations intermédiaires...).

Le titulaire doit mentionner sur ses demandes d'acompte :

- le numéro de l'accord-cadre ;
- l'objet de l'accord-cadre ;
- les prestations et les livrables ou partie des livrables concernés par les acomptes ;
- le numéro du bon de commande correspondant.

Les demandes d'acompte sont adressées au Service Budget de l'UCANSS.

ARTICLE 10 – PÉNALITÉS

L'application de pénalités est notifiée par l'UCANSS au titulaire par tout moyen permettant de donner une date certaine à la décision, et ce sans mise en demeure préalable.

Les pénalités sont réglées par précompte sur les sommes dues au titulaire au titre de l'exécution des prestations ou par ordre de recette émis par l'UCANSS.

Le décompte des pénalités est notifié par l'UCANSS au titulaire qui peut présenter ses observations à l'UCANSS dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la notification de ce décompte.

Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités et ou de réfections. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

Les délais contractuels d'exécution seront visés dans les bons de commande adressés au titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-P.I., le titulaire encourt les pénalités listées ci-dessous.

10.1 Suivi des preuves de diffusion / compensation

Le titulaire, dans le cadre de l'exécution des prestations, est chargé du suivi des preuves de diffusion, du respect du processus d'alerte de l'UCANSS en cas de problème de diffusion des campagnes publicitaires et du suivi des compensations afférentes dans les conditions définies dans le CCTP.

En cas de manquement à son engagement contractuel, sans qu'il soit besoin de procéder à une mise en demeure, et ce dès le premier problème de diffusion pour lequel aucune alerte et / ou aucune compensation n'a été obtenue par le titulaire, le titulaire pourra encourir, pour chaque alerte non réalisée ou compensation non obtenue, une pénalité d'un montant de 0,25% du montant de l'insertion concernée.

10.2 Dimension des équipes du titulaire mises à disposition

Le titulaire s'engage à la mise à disposition d'équipes dédiées, des compétences et expertises spécifiques dans son offre technique et pour répondre aux prestations du CCTP.

Dans le cas où le titulaire pourrait ne pas répondre à ses engagements en termes de compétences ou de disponibilité des équipes, l'UCANSS pourra lui appliquer une pénalité d'un montant de 800 euros par jour de retard tant que le manquement subsiste après une mise en demeure restée infructueuse.

10.3 Non-respect des délais contractuels

Le titulaire est tenu de respecter les délais prévus dans les devis et bons de commande, ou dans l'expression du besoin de l'UCANSS pour les prestations commandées dans le cadre du CCTP.

En cas de retard, il pourra encourir une pénalité forfaitaire de 1/20ème du montant du bon de commande, par jour de retard, sans qu'il soit besoin de procéder à une mise en demeure.

10.4 Reporting / outil de suivi (offline et online)

Le titulaire s'engage à transmettre après chaque campagne l'ensemble des informations nécessaires pour le suivi des campagnes, l'évaluation de la performance des campagnes et l'analyse post-campagnes visés au CCTP.

En cas de non-respect de cet engagement contractuel que ce soit dans le fait de transmettre les informations mais également garantir la qualité des informations, le titulaire pourra encourir une pénalité forfaitaire de 1 000 euros par manquement constaté, sans qu'il soit besoin de procéder à une mise en demeure.

10.5 Application des pénalités pour travail dissimulé

Des pénalités peuvent être infligées par l'UCANSS au titulaire si ce dernier ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail.

Le montant des pénalités prévues au titre de l'accord-cadre est égal à 500 € par manquement.

L'application de ces pénalités est indépendante du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

10.6 Méconnaissance de la réglementation en matière de protection des données personnelles

En application de l'article 5.2.3 du C.C.A.G.-P.I., la méconnaissance de la réglementation en matière de protection des données à caractère personnel, entraîne l'application d'une pénalité de 500 euros pour chaque manquement constaté.

10.7 Retard imputable à l'UCANSS

Si les délais contractuels d'exécution visés dans les bons de commandes ne sont pas respectés pour une cause imputable à l'UCANSS, les pénalités prévues ci-dessus ne seront pas appliquées.

Le retard imputable à l'UCANSS, sera constaté dans une attestation établie par l'Ordonnateur de l'UCANSS, laquelle :

- indiquera la cause faisant obstacle à l'exécution de la prestation dans le délai contractuel et reconnaîtra que le retard lui est imputable ;
- définira la durée de la prolongation du délai contractuel nécessaire.

ARTICLE 11 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

11.1 Régularité de la situation sociale et fiscale : dispositif de vigilance

En vertu des articles R 2143-7 à R 2143-10 du Code de la commande publique, il sera demandé au Titulaire, de remettre à l'UCANSS tous les six mois à compter de la date de notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de son exécution :

- les certificats délivrés par les administrations et organismes de sécurité sociale attestant que le candidat a souscrit les déclarations lui incombant en matière sociale et qu'il a acquitté les cotisations sociales exigibles. La liste de ces cotisations sociales devant donner lieu à la délivrance de ces certificats ainsi que la liste des administrations et organismes compétents figurent dans l'arrêté 22 mars 2019 « fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique ».

- Le numéro unique d'identification INSEE (ou SIREN) à jour. Si l'UCANS se trouve dans l'impossibilité technique d'accéder aux données nécessaires en utilisant ce numéro, le Titulaire communique un extrait d'immatriculation au registre ou au répertoire auquel il est inscrit.

- La pièce mentionnée aux articles D 8254-2 à D 8254-5 du Code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'entrepreneur et soumis à autorisation de travail mentionnée aux articles L 5221-1, 3 et 11 du Code du travail. Cette liste doit préciser, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

- Le cas échéant, les pièces mentionnées aux articles R 1263-12 et D 8222-7 du Code du travail.

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du Titulaire ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire

ou administrative, un notaire ou un organisme bénéficiaire professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

Si les documents sont rédigés dans une autre langue que le français, le Titulaire devra joindre une traduction française de ces documents.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne, mise à disposition gratuitement, par e-attestation, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

À défaut, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du Titulaire. Ainsi, l'UCANSS pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du Titulaire en application de l'article 27 du C.C.A.G.-P.I.

11.2 Obligations spécifiques relatives au travail dissimulé

Conformément à l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du Travail, des pénalités d'un montant égal à 5 % du montant hors taxes de l'accord-cadre (montant consommé par l'organisme) lui seront infligées sous réserve qu'elles n'excèdent pas celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

L'UCANSS, informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5, enjoindra aussitôt de faire cesser cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure devra apporter à l'UCANSS la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse.

L'UCANSS transmettra, sans délai, à l'agent auteur du signalement les éléments de réponse communiqués par le titulaire ou l'informerait d'une absence de réponse.

À défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai mentionné par l'UCANSS, ce dernier en informera l'agent auteur du signalement et pourra appliquer les pénalités prévues par l'accord-cadre ou résilier le contrat sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 12 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE EN TANT QUE MANDATAIRE

Pour l'exécution des prestations d'achat d'espace, le titulaire agit en tant que mandataire au nom et pour le compte de l'UCANSS. Il est soumis à cet égard aux règles des articles 1984 et suivants du Code Civil, aux dispositions du chapitre II titre II de la loi 93-122 du 29 janvier 1993, du décret n°2017-159 du 9 février 2017 relatif aux prestations de publicité digitale et aux stipulations du contrat de mandat conclu au titre du présent marché.

12.1 Obligations du Titulaire au titre de l'article 24 de la loi 93-122 du 29 janvier 1993

Pour l'exécution des dispositions de l'article 24 de la loi 93-122 du 29 janvier 1993, le titulaire, dès lors qu'il fournit des services de conseil média ou de préconisation de supports d'espace publicitaires, s'engage à fournir à l'UCANSS sur sa demande, les documents établissant les liens contractuels et/ou financiers qu'il entretient (ou que son groupe entretient) avec de tels supports ou régies ainsi que le montant de leurs participations, ceci dès que ces liens sont constitués ou modifiés ou que le montant des participations fait l'objet de modifications.

12.2 Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à tenir confidentiels, à ne divulguer à aucun tiers et à n'utiliser dans aucun autre cadre que celui des marchés concernés par le présent CCAP toute information, renseignement ou document fourni par l'UCANSS à l'occasion de l'exécution des présentes, que ces données lui aient été fournies spontanément ou à sa demande.

La même obligation lui incombe s'agissant de tout document, support ou donnée élaboré par lui pour l'exécution du marché.

De même, il s'engage à restituer ou à détruire à la demande de l'administration tout document relatif à ce marché.

Sont notamment considérées comme confidentielles toutes les informations relatives à l'activité de l'UCANSS, aux campagnes et budgets dont elle aura été chargée au titre des présentes.

Le titulaire s'engage à respecter de façon absolue cette obligation et à la faire respecter par son personnel et par les sociétés sous-traitantes éventuelles.

Le présent marché est également considéré comme confidentiel, ainsi que les échanges de courriers et d'informations entre les parties.

Le titulaire s'engage notamment à :

- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché,
- ne pas communiquer, sous quelque forme que ce soit, ces documents et informations à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques,

L'UCANSS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile, aux fins de contrôler le respect de ces obligations tant par le titulaire que par les sociétés sous-traitantes éventuelles.

Pour l'exécution de ces obligations, il est précisé que l'ensemble des informations, documents ou données ayant trait à la conclusion et à l'exécution du marché présentent un caractère confidentiel. Ils relèvent à ce titre sans exception de l'obligation prévue par l'article 5.1 du C.C.A.G.-P.I.

Le manquement à cette obligation est susceptible d'entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire conformément aux dispositions de l'article 39.1 du même texte.

12.3 Obligation du titulaire pour la mise en œuvre du RGPD

Cet article complète les dispositions prévues à l'article 5.2.3 du C.C.A.G.-P.I.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

Pour l'exécution des prestations, objet du présent marché, le Titulaire, en sa qualité de sous-traitant s'engage à :

1. Traiter les données uniquement pour les finalités des prestations définies au chapitre 5 du CCTP.

2. Traiter les données (notamment des images vidéo et photographies des personnes identifiées par l'UCANSS) conformément aux instructions documentées de l'UCANSS. Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'UCANSS. En outre, si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'UCANSS de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

3. Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché.

4. Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du marché :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

5. Prendre en compte, s'agissant des outils, produits, applications ou services, utilisés pour la réalisation du marché, les principes de protection des données dès la conception et par défaut.

6. Droits d'informations des personnes concernées.

Le Titulaire, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise.

La formulation et le format de l'information doit être convenue avec l'UCANSS avant la collecte de données.

7. Exercice des droits des personnes.

Le Titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'UCANSS et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la prestation prévue par le présent marché.

8. Notification des violations de données à caractère personnel.

Le Titulaire notifie à l'UCANSS tout incident de sécurité impactant les données qu'il traite dans le cadre des prestations qui lui ont été confiées. Cette notification intervient dans les plus brefs délais et, en tout état de cause, dans un délai maximum de 48 heures ouvrables après en avoir eu connaissance par email à l'adresse suivante : dpo@ucanss.fr.

Cette notification est accompagnée de toute information utile pour permettre à l'UCANSS de qualifier l'incident de violation de données au sens de l'article 4.12 du RGPD et, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente au titre de l'article

33 du RGPD, voire de la communiquer aux personnes concernées au titre de l'article 34 du RGPD.

Cette notification contient au moins les informations suivantes :

- la description de l'incident de sécurité : nature, portée, catégories et nombre approximatif d'enregistrements de données personnelles concernées, catégories et nombre approximatif de personnes concernées, temporalité, conséquences ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel les informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des mesures prises, engagées, envisagées ou proposées pour remédier à l'incident de sécurité, y compris, le cas échéant les mesures pour atténuer les éventuels effets négatifs pour les personnes concernées.

S'il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, le Titulaire peut les communiquer de manière échelonnée, sans délai injustifié. Il en informe l'UCANSS en lui indiquant des raisons pour lesquelles la totalité des informations ne peuvent être communiquées dans ce délai.

Le Titulaire s'engage à coopérer pleinement, à ses frais, avec l'UCANSS afin de l'aider dans la gestion de cette situation et notamment en :

- l'aidant à la conduite des investigations sur l'incident de sécurité ;
- fournissant au responsable de traitement ou au tiers indépendant qu'il a désigné, un accès physique aux installation et opérations concernées ;
- organisant des entretiens entre le personnel du responsable de traitement et son propre personnel ;
- fournissant tous les registres, journaux, dossiers, communications de données et autres documents pertinents nécessaires pour se conformer à la réglementation en vigueur et, le cas échéant, aux codes de conduite auxquels il aurait adhéré.

Le Titulaire s'engage à ne pas informer les tiers, y compris les personnes concernées, à l'exception des autorités de contrôle, de tout incident de sécurité ou de toute violation de données traitées dans le cadre de l'exécution des prestations du marché, sans avoir obtenu le consentement préalable et écrit de l'UCANSS.

Le Titulaire reconnaît que l'UCANSS est seule habilitée :

- à déterminer si l'incident de sécurité constitue ou non une violation de données à caractère personnel ;
- à décider si cette violation doit ou non être notifiée à l'autorité de contrôle, voire communiquée aux personnes concernées ;
- à formaliser le contenu de ladite notification ;
- à réaliser la notification proprement dite à la CNIL.

Lorsque l'UCANSS est dans l'obligation de communiquer la violation de données à caractère personnel aux personnes concernées, le Titulaire prend en charge les frais liés à cette communication si la violation est survenue à cause d'un manquement du Titulaire aux obligations prévues par la présente et au RGPD.

Suite à une éventuelle violation de données, le Titulaire assiste l'UCANSS pour répondre à toute enquête ou demande émanant d'une autorité de contrôle, voire à toute plainte formulée par une personne concernée ou par un regroupement de celles-ci.

9. Collaboration du Titulaire

Le Titulaire aide l'UCANSS pour la réalisation :

- d'analyses d'impact relatif à la protection des données ;
- de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

10. Mesures de sécurité.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, y compris, entre autres :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services mis en œuvre pour les traitements relatifs aux données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité des données à caractère personnel.

Le Titulaire s'engage à fournir une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

11. Désignation d'un Délégué de Protection des Données (DPO).

Le Titulaire s'engage à communiquer à l'UCANSS le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données, s'il en a désigné conformément à l'article 37 du règlement européen.

12. Registre des catégories d'activités de traitement.

Le Titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'UCANSS comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement de l'UCANSS pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données de l'UCANSS ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement.

13. Audits et vérifications

A la demande de l'Ucanss, le titulaire devra établir une attestation ou transmettre toute information utile pour démontrer que les règles prévues par le CCAP, et de manière générale ses obligations en matière de données à caractère personnel ont bien été respectées. L'UCANSS se réserve le droit de procéder à des inspections et audits qui lui paraissent utiles pour constater le respect des obligations précitées, et notamment en procédant à un audit de sécurité auprès du titulaire, y compris en ayant recours à un tiers soumis à un engagement approprié de confidentialité. L'Ucanss et le titulaire définiront au sein d'un accord distinct, le périmètre et le calendrier de l'audit, les mesures de sécurité et de confidentialité appropriées, préalablement à son déroulement, ainsi que les modalités éventuelles de partage des frais.

14. Conservation des données.

Au terme du marché, le Titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'UCANSS.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du Titulaire. Le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

15. Obligations du responsable de traitement de l'UCANSS.

L'UCANSS s'engage à :

1. fournir au Titulaire les données à caractère personnel nécessaires à la réalisation des prestations, objet du marché ;
2. documenter par écrit toute instruction concernant les traitements des données à caractère personnel par le Titulaire ;
3. veiller, au préalable et pendant toute la durée du marché, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du Titulaire ;
4. superviser les traitements de données à caractère personnel.

ARTICLE 13 – PROPRIETE DES LIVRABLES DE L'EXECUTION DU MARCHÉ

13.1 Propriété intellectuelle

Par dérogation à l'article 35 du C.C.A.G.-P.I., le titulaire cède à l'acheteur, à titre exclusif, l'ensemble des droits patrimoniaux afférents aux résultats produits dans le cadre du présent marché, à savoir notamment les droits de reproduction, représentation, adaptation, traduction, distribution et exploitation, pour toute la durée légale de protection des droits d'auteur et sur l'ensemble des territoires.

Cette cession comprend :

- Objet : tous les livrables, documents, études, logiciels, codes sources, bases de données, et plus généralement tous les résultats réalisés dans le cadre du marché.
- Durée : pour toute la durée légale de protection des droits.
- Territoire : monde entier.
- Destination : libre utilisation par l'acheteur, sans restriction ni réserve.

Ainsi l'UCANSS est la seule destinataire et propriétaire de l'intégralité des résultats des travaux, des réalisations, des documents ainsi que des supports informatiques de toute nature sur lesquels les informations sont stockées, y compris ceux qui restent en dépôt chez le titulaire pour consultation et traitements complémentaires.

L'UCANSS se réserve la possibilité de les exploiter à toutes fins utiles sur quelque support que ce soit.

Conformément à l'article 35 du C.C.A.G.-P.I., par résultats, sont entendus notamment et de façon non limitative :

- l'ensemble des livrables attendus au titre de l'accord-cadre,
- l'ensemble des documents intermédiaires, et ce, quel que soit le support sur lequel ils sont adressés à l'UCANSS et au Ministère chargé de l'agriculture et quel qu'en soit le mode de transmission.

Le prix de la cession des droits à titre exclusif est compris de façon forfaitaire dans le montant des prestations.

Le titulaire ne peut réclamer aucune somme complémentaire à quelque titre que ce soit.

Le versement des rémunérations dues aux auteurs, collaborateurs dont le titulaire s'est assuré la participation demeurent à sa charge exclusive.

13.2 Connaissances antérieures

Les connaissances antérieures sont définies par l'article 34 du C.C.A.G.-P.I.

Lorsque le titulaire incorpore des connaissances antérieures dans les résultats ou fournit des connaissances antérieures dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre ou que des connaissances antérieures, sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, le titulaire autorise le pouvoir adjudicateur à utiliser les connaissances antérieures pour les mêmes droits, durée, territoire et finalités d'utilisation que ceux prévus dans le régime applicable aux résultats.

Le pouvoir adjudicateur n'est pas autorisé à utiliser les connaissances antérieures indépendamment de l'utilisation des résultats, sauf si elles sont placées sous un régime d'utilisation qui le permet.

13.3 Garanties

Le titulaire garantit au pouvoir adjudicateur la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits cédés. Notamment, il garantit qu'il est titulaire des droits de propriété intellectuelle des résultats cédés et qu'il n'a concédé sur les résultats aucun droit au profit d'un tiers.

En cas de revendication de tiers portant sur les droits de propriété intellectuelle cédés au pouvoir adjudicateur dans le cadre du présent accord-cadre, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à la faire cesser.

ARTICLE 14 – SOUS-TRAITANCE

Le régime de la sous-traitance est régi par les dispositions des articles R. 2193-1 à R. 2193-16 du Code de la commande publique.

Le Titulaire de l'accord-cadre qui envisage de sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre devra en faire la demande au Directeur de l'UCANSS.

La sous-traitance de la totalité de l'accord-cadre est interdite.

La sous-traitance de certaines parties de l'accord-cadre est admise sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le Directeur de l'UCANSS et l'agrément de ses conditions de paiement.

Si le Titulaire omet volontairement ou non de mentionner la sous-traitance envisagée, l'accord-cadre sera résilié de plein droit à ses frais et risques.

Il est précisé que le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de l'accord-cadre vis-à-vis de l'UCANSS.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

1° Dans le cas où la déclaration de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le candidat fournit à l'UCANSS une déclaration mentionnant :

- a - la nature des prestations sous-traitées ;
- b - le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c - le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d - les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix.
- e - les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Le candidat remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné au chapitre 1^{er} du titre IV du Code de la commande publique.

La notification de l'accord-cadre emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

2° Dans le cas où la demande est présentée après la notification de l'accord-cadre, le Titulaire remet à l'UCANSS contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés au 1°.

Le Titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R. 2193-22 du Code de la commande publique, en produisant, lorsque les dispositions du chapitre 1^{er} du titre IX du Code de la commande publique s'appliquent à l'accord-cadre, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité de l'accord-cadre qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial de sous-traitance signé des deux parties. Les éléments figurant dans l'acte spécial de sous-traitance doivent être identiques à ceux mentionnés dans le 1°.

Dispositions applicables aux sous-traitants :

Dans le cas de la prise en charge d'une partie de la prestation par un sous-traitant, le Titulaire devra préciser :

- l'organisation précise de la prestation ;
- les responsabilités de chacun, Titulaire et sous-traitant, le Titulaire restant seul responsable
- vis-à-vis de l'UCANSS ;
- les références communes sur ce type de prestation.

En tout état de cause, une déclaration de sous-traitance devra être produite à l'UCANSS, qui se réserve le droit de refuser le sous-traitant si celui-ci ne devait pas apporter des garanties suffisantes pour assurer la mise en œuvre des mesures de sécurité et de confidentialité mentionnées à l'article 34 de la loi modifiée n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En cas d'acceptation par l'UCANSS de la sous-traitance, le Titulaire s'engage à conclure un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent accord-cadre en matière de sécurité et de confidentialité et à le communiquer à l'UCANSS.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros T.T.C., le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'UCANSS, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée à l'UCANSS au Titulaire de l'accord-cadre, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé. Il libelle les factures au nom du Titulaire et transmet à ce dernier les originaux à l'occasion de la demande de paiement.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'UCANSS au Service des Ressources Budgétaires accompagnée du double des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le Titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part au sous-traitant et d'autre part, à l'UCANSS.

En cas d'accord, le Titulaire de l'accord-cadre joint en double exemplaire à la facture une attestation indiquant la somme à régler par l'UCANSS au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte de tous les éléments financiers pouvant affecter le règlement financier de la sous-traitance. Il reprend dans la facture qu'il adresse à l'UCANSS pour le règlement de ses propres prestations, les prestations sous-traitées en les faisant apparaître distinctement.

L'UCANSS procède au paiement du sous-traitant dans le délai de 30 jours. Ce délai court à compter de la réception par l'UCANSS de l'accord total ou partiel du Titulaire sur le paiement demandé par le sous-traitant ou de l'expiration du délai mentionné de 15 jours cité précédemment si, pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'UCANSS de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

L'UCANSS informe le Titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

ARTICLE 15 – RESILIATION

Le présent accord-cadre pourra faire l'objet d'une résiliation dans les conditions fixées au chapitre 7 du C.C.A.G.-P.I.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R 2142-3 à R 2142-4, R 2143-3 à R 2143-4 et R 2143-16 Code de la Commande Publique et de l'article L2195-1 à L2195-6 Code de la Commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du Travail, il est fait application des conditions suivantes de résiliation.

Une mise en demeure préalable, assortie d'un délai d'exécution de vingt jours ouvrés, est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception et précise le manquement aux obligations contractuelles et mentionne la sanction envisagée. Si la mise en demeure est infructueuse, le marché public est résilié par l'UCANSS, aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

En cas de résiliation pour faute du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par une entreprise tierce à l'exécution des prestations inachevées prévues par le marché public. Dans ce cas, l'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché public, résultant

de la passation d'un marché public de substitution est à la charge du titulaire selon l'article 36.1 du C.C.A.G.-P.I.

En outre, l'UCANSS pourra résilier le marché public aux torts du titulaire à tout moment et sans indemnité, si les prestations réalisées s'avéraient différentes des prestations définies dans l'offre du titulaire, par décision du pouvoir adjudicateur avec date d'effet, envoyée par email précédée d'une mise en demeure.

En cas de cessation des relations contractuelles pour quelque cause que ce soit, le titulaire restitue à l'UCANSS, dans un délai maximum d'un mois à compter de la date de cessation, l'ensemble des éléments qui lui ont été remis dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

La restitution s'effectue par la mise à disposition des éléments notifiés par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de résiliation du présent accord-cadre, le titulaire devra respecter les conditions prévues à l'article 16 relative à la clause de transférabilité.

ARTICLE 16 – CLAUSE DE TRANSFERABILITE

La « transférabilité » désigne l'opération de transfert de responsabilité, par lequel l'UCANSS fait reprendre par un nouveau titulaire les prestations qu'il avait confiées au titulaire du marché arrivant à terme que ce soit à l'échéance normale de fin de contrat ou en cas de résiliation.

La transférabilité devra se faire dans les meilleurs délais, soit au maximum sous trois (3) mois à compter de la notification du marché.

Pendant la période de mise en œuvre de la transférabilité, le titulaire du marché arrivant à échéance fournit, selon le cas, à l'UCANSS ou au nouveau titulaire, dans la mesure du besoin, un accès aux matériels et aux logiciels, sous réserve que cet accès n'affecte pas l'aptitude du titulaire du marché prenant fin à fournir les services objet du marché.

Le titulaire s'engage à transmettre l'ensemble des informations relatives aux campagnes réalisées pour le compte de l'UCANSS que ce soit les bilans de campagnes, les suivis réalisés, mais aussi les négociations tarifaires obtenues avec les différents supports mais également toutes les informations qui sont la propriété de l'UCANSS.

À la demande de l'UCANSS, à l'échéance normale du marché, en cas de résiliation ou en cas de changement de titulaire, le titulaire doit, dans les 30 jours suivants la demande, retourner à l'UCANSS, toutes les informations confidentielles (et tout autre matériel appartenant au groupe d'achats d'espaces) en sa possession (à la suite des Services rendus durant la durée du mandat), sous sa garde ou son contrôle sans, directement ou indirectement, conserver (sur quelque support que ce soit) une copie, partielle ou complète ou une autre reproduction.

Le titulaire devra transmettre au nouveau mandataire l'ensemble des informations via un processus de transition établi et clair et ainsi devra assurer la maintenance et le transfert, sous réserve de l'approbation des tiers concernés, de toutes les réservations, contrats et négociations avec les régies et supports médias ou d'autres tiers pour les achats d'espace en cours à la date de fin du mandat.

Le titulaire devra également transmettre au nouveau mandataire l'ensemble des bilans de campagnes, suivi des campagnes comprenant les engagements contractuels, les bilans

financiers afin de garantir la bonne continuité d'activité pour l'ensemble des membres du groupe d'achats d'espaces.

Le titulaire et l'UCANSS conviennent de se conformer aux exigences légales, comptables et de vérification opposable au titulaire. Au-delà de ces obligations, et du transfert des informations requises au nouveau mandataire, le titulaire devra détruire, ou devra obtenir la destruction de ces informations confidentielles en sa possession.

Le titulaire devra certifier cette destruction par écrit au groupe d'achats d'espaces. Pour éviter toute ambiguïté, lorsque des informations confidentielles sont détenues par un tiers, le titulaire s'engagera à obtenir le retour ou la destruction de tout tiers de ces informations confidentielles conformément à la présente clause.

ARTICLE 17 – CONDITIONS DE MODIFICATION DU MARCHE EN COURS D'EXECUTION

Le présent marché pourra, le cas échéant, faire l'objet d'une modification en cours d'exécution dans le respect des conditions fixées à l'article L. 2194-1 du Code de la commande publique.

Plus particulièrement, le présent accord-cadre pourra faire l'objet d'une modification, sur le fondement de l'article L. 2194-1 précité en cas d'évolution du secteur et des pratiques relatives à l'achat d'espace média dans les hypothèses suivantes :

- évolutions du secteur : dans le cas d'apparition de nouveaux modes d'achat d'espaces médias nécessitant soit une modification du modèle de remises sur l'achat d'espaces, soit une modification de la rémunération de l'agence ainsi que cela a, par exemple été le cas précédemment pour l'achat en temps réel des espaces digitaux (« RTB / Programmatique ») ;
- évolutions des supports médias existants : dans le cas d'apparition de nouveaux supports média qui seraient mis à disposition de l'UCANSS et qui répondraient aux besoins de ceux-ci, nécessitant alors d'établir la capacité du titulaire à négocier les prix relatifs à ces supports et nécessitant le cas échéant de prévoir un mode de rémunération de l'agence correspondant comme ce fut le cas, à titre d'exemple, pour la vidéo sur internet, le mobile ou encore les panneaux publicitaires digitaux extérieurs ;
- évolutions des outils / technologies mis à disposition : dans le cas où des nouveaux outils ou nouvelles technologies seraient mis en place que ce soit pour l'achat d'espace média, ou le suivi de la performance et de la qualité des campagnes, nécessitant la prise en compte de coûts spécifiques non définis, une potentielle modification de l'agence, et dans le cas où l'UCANSS souhaiterait en bénéficier, comme ce fut le cas, par exemple, pour les campagnes média digitales, avec la mise en place de traceurs, de détecteurs de fraude et de sécurité de l'environnement de diffusion.

Lorsque ces hypothèses interviennent en cours d'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire et l'UCANSS se rencontrent afin de déterminer l'impact de ces changements sur l'exécution de l'accord-cadre et ses conditions financières.

ARTICLE 18 – LITIGES

Tout différend fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

En cas de litige résultant de l'application des clauses de l'accord-cadre et des marchés subséquents, la loi française est seule applicable.

En cas de litige, les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage, tel qu'il est réglé par le livre IV relatif à l'arbitrage du nouveau Code de procédure civile.

Le tribunal compétent pour tout règlement juridictionnel d'un litige né de l'exécution de l'accord-cadre est le Tribunal Judiciaire de Paris.

Si le titulaire est étranger, en cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

ARTICLE 19 – PRESTATIONS SIMILAIRES

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire, en application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre de la présente consultation dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

ARTICLE 20 – CLAUSE DE REEXAMEN

Le marché peut être modifié en application des dispositions de l'article R 2194-1 du Code de la commande publique. La clause de réexamen sera mise en œuvre par une simple décision du pouvoir adjudicateur.

En cas de défaillance du Titulaire, celui-ci proposera un remplaçant pour achever les prestations, faute de quoi il s'exposera à une résiliation du marché.

Le présent marché pourra être modifié après transmission des justificatifs par le titulaire et après silence gardé par le pouvoir adjudicateur au-delà de 5 jours ouvrés à compter de cette réception sans qu'il soit besoin de l'acter par avenant dans les cas suivants :

- changement de la dénomination sociale du titulaire ;
- changement des coordonnées bancaires du titulaire ;
- changement d'adresse.

ARTICLE 21 – ASSURANCE ET RESPONSABILITÉ

21.1 Assurance

Le titulaire déclare qu'il a souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle, pour tous les dommages tant corporels que matériels ou immatériels et s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché l'assurance en cause et à avertir immédiatement le pouvoir adjudicateur de toute difficulté qui pourrait survenir. Le titulaire devra en particulier veiller à ce que cette assurance couvre tous les dommages pouvant intervenir dans le cadre de l'exécution des prestations.

Le titulaire demeure seul responsable des dommages causés par négligence ou manquement dans l'exécution du contrat ou toute autre cause pouvant lui être imputée.

Il s'engage à payer régulièrement les primes correspondantes et à justifier de la régularité de sa situation à toute demande du pouvoir adjudicateur par la présentation des polices ou quittances correspondantes.

L'Ucanss se réserve le droit de demander au titulaire, une attestation d'assurance en cours de validité couvrant sa responsabilité pour ces éventuels dommages.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur le demande, le titulaire a l'obligation de fournir une attestation de cette assurance indiquant le type de garantie, la nature des risques et sa période de validité dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Si le titulaire ne souscrit pas à cette obligation d'assurance, il est tenu de dédommager le pouvoir adjudicateur ou toute autre victime à ses frais pour les dommages qui auront pu survenir.

Dans le cadre de son activité, le titulaire doit être en mesure de fournir les documents relatifs aux garanties financières (article L 1251-49 du Code du travail) en cas de demande du pouvoir adjudicateur.

21.2 Responsabilité

Les dommages de toute natures causés au personnel et aux biens de l'UCANSS par le titulaire qu'il s'agisse de son personnel ou de toute personne qui interviendrait pour son compte, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Il garantit l'UCANSS contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux dans lesquels il intervient, y compris le recours des tiers.

ARTICLE 22 – CESSION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES

Les créances nées ou à naître dans le cadre du marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R. 2191-35 à R. 2191-62 du Code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R. 2191-62 du Code de la commande publique est le Directeur Comptable et Financier de l'Ucanss ou son représentant habilité.

ARTICLE 23 – DÉROGATION AU C.C.A.G.-P.I.

Le C.C.A.P. déroge à certains articles du C.C.A.G.-P.I., indiqués comme suit :

Article du C.C.A.P.	Dérogation au C.C.A.G.-P.I.	Objet de la dérogation
Article 4	Article 4	Ordre des pièces contractuelles
5.3	Article 3.4.3	Organisation du projet au niveau du titulaire
Article 7	Articles 26.2, 27.1, 27.2 et 27.3	Opérations de vérifications et d'admission des prestations
Article 10	Article 14	Pénalités
Article 13	Article 25	Régime des droits de propriété intellectuelle - Droits cédés
Article 12.2	Article 5	Confidentialité

Article 18	Article 45.3	Litiges
------------	--------------	---------